

ACTION URGENTE

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS SE MULTIPLIENT DANS LE CONTEXTE RÉPRESSIF

Au moins cinq personnes auraient été tuées dans le contexte d'agitation politique que connaît le Honduras depuis le 21 septembre, date à laquelle le président déchu, Manuel Zelaya, est revenu dans le pays. De grandes manifestations contre le gouvernement *de facto* se sont déroulées dans différentes villes honduriennes. Selon certaines informations, de nombreux manifestants ont été battus, certains ont été blessés par balle par les forces de sécurité et les arrestations arbitraires se multiplient.

Mardi 22 septembre, des policiers auraient abattu José Jacobo Euceda Perdomo, âgé de dix-huit ans, dans la ville de San Pedro Sula. Quatre autres personnes seraient mortes à Tegucigalpa, dont un homme de soixante-cinq ans qui a succombé à des blessures par balle reçues au cours d'une manifestation.

Les 22 et 23 septembre, la police se serait rendue dans des quartiers résidentiels pauvres de Tegucigalpa, la capitale, et de San Pedro Sula, deuxième ville du pays, à la recherche d'opposants au gouvernement *de facto* qui avaient participé à des manifestations depuis le 21 septembre. Les policiers seraient restés sur place pendant plusieurs heures. Pendant ce laps de temps, ils auraient eu recours à des balles réelles et des gaz lacrymogènes et seraient entrés chez des habitants sans mandat tard le soir, frappant et arrêtant de nombreuses personnes. Il semble que les jeunes ont été particulièrement pris pour cible lors de ces descentes.

Le lieu où se trouvent les personnes arrêtées à Tegucigalpa demeure incertain : certaines ont été conduites aux principaux postes de police, tandis que d'autres sont probablement détenues dans les quartiers résidentiels. Ces méthodes de détention irrégulières exposent ces dernières au risque de subir de graves atteintes aux droits humains, car leur placement en détention pourrait n'être jamais consigné officiellement. Bien que beaucoup semblent avoir été libérées, il est possible que d'autres demeurent détenues dans des lieux indéterminés.

L'atmosphère demeure également très tendue pendant la journée dans certaines zones. Le couvre-feu a été levé pendant quelques heures le 23 septembre à Tegucigalpa, et à la suite d'une manifestation contre les autorités *de facto*, des passages à tabac et des arrestations arbitraires de manifestants ou de personnes soupçonnées de l'être ont été signalées. Des témoins ont dit avoir vu des soldats frapper des personnes au hasard dans la rue avec des matraques en bois.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités *de facto* à ne plus avoir recours à une force excessive contre les manifestants et à respecter la liberté d'expression et d'association ;
- demandez-leur de libérer immédiatement toutes les personnes détenues, à moins qu'elles ne soient inculpées d'une infraction reconnue par la loi et autorisées sans délai à entrer en contact avec leurs proches et un avocat.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 NOVEMBRE À :

Chef du gouvernement *de facto* :

Sr Roberto Micheletti
Casa Presidencial
Boulevard Juan Pablo Segundo
Palacio José Cecilio del Valle
Tegucigalpa, Honduras
Fax : 504 239 3298

Formule d'appel : Señor Micheletti, / Monsieur Micheletti,

(N. B. : il n'est pas possible de confirmer que ce numéro de fax est toujours celui du bureau situé dans le palais présidentiel – veuillez envoyer des lettres et des fax pour être sûr que votre message arrive).

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS SE MULTIPLIENT DANS LE CONTEXTE RÉPRESSIF

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les préoccupations en matière de droits humains au Honduras se sont accrues depuis que le président démocratiquement élu, José Manuel Zelaya Rosales, a été chassé du pouvoir le 28 juin et expulsé du pays par un groupe de responsables politiques soutenus par l'armée et emmenés par Roberto Micheletti, alors président du Congrès national. Le pays est en proie à des troubles de grande ampleur depuis le coup d'État, et de nombreux affrontements ont opposé l'armée et la police à des citoyens qui manifestaient. Au moins sept personnes seraient mortes dans des circonstances peu claires depuis le 28 juin. Des couvre-feux sont décrétés de façon sporadique depuis le 21 septembre, souvent sans préavis ou presque, ce qui laisse peu d'occasions à la population d'acheter de la nourriture et du combustible.

Les tensions se sont intensifiées depuis le retour de Manuel Zelaya au Honduras, le 21 septembre. Les manifestations contre les autorités *de facto* qui s'en sont suivies ont été largement réprimées par les forces de sécurité, faisant de nombreux blessés et, selon certaines sources, cinq morts depuis cette date. Alors qu'une délégation de haut niveau de l'Organisation des États américains devait se rendre dans le pays le week-end du 26 septembre afin de parvenir à une solution négociée, de récentes informations indiquent que le gouvernement *de facto* a proposé un report de plusieurs jours.

Amnesty International a mené une mission de recherche au Honduras du 28 juillet au 2 août 2009. Les délégués qui se sont rendus sur place ont recueilli de nombreux témoignages directs faisant état d'atteintes aux droits humains commises contre des manifestants. Ils se sont entretenus avec un grand nombre des 75 personnes détenues au poste n° 3 de la police métropolitaine de Tegucigalpa après que la police, soutenue par l'armée, eut dispersé une manifestation pacifique le 30 juillet. Leur rapport présente de nombreux cas de mauvais traitements, notamment de coups de matraque, infligés par des policiers et des militaires aux manifestants.

Pendant cette mission, Amnesty International a pu confirmer que la détention et les mauvais traitements de manifestants non violents sont employés comme une forme de sanction contre les personnes ouvertement opposées au gouvernement *de facto*, car d'autres manifestants qui soutiennent ce régime n'ont pas subi les mêmes atteintes aux droits humains. Certains éléments contenus dans son rapport montrent que, au cours des nombreuses arrestations de manifestants par la police et l'armée, des femmes et des jeunes filles ont été victimes de violence liée au genre.

La situation des droits humains dans le reste du pays serait tout aussi préoccupante qu'à Tegucigalpa, voire plus. La police et l'armée ont installé des postes de contrôle sur les routes principales et freinent, ou même refusent, l'entrée des organisations de défense des droits humains dans les zones où des violations sont signalées.

Amnesty International craint fortement que le recours à une force excessive, à des mauvais traitements et à des arrestations massives comme moyen de réprimer la contestation ne fasse qu'attiser encore les tensions et n'entraîne de graves atteintes aux droits humains. La force ne doit être employée que dans les circonstances les plus extrêmes, et non comme un outil destiné à empêcher les citoyens d'exercer leur droit légitime de manifester pacifiquement.

Amnesty International a constaté que des restrictions avaient été imposées à la liberté d'expression et que de nombreuses attaques avaient été perpétrées contre des journalistes – des organes de presse ont été interdits, du matériel a été confisqué et des journalistes et des cameramen ont été brutalisés.

AU 255/09, AMR 37/006/2009, 25 septembre 2009

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

